

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 127 (1982)
Heft: 1

Artikel: Face aux menaces actuelles, quelle défense de l'Europe et de l'Occident? : un point de vue français
Autor: Schneider, Fernand Thiébaud
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344430>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 26.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Face aux menaces actuelles, quelle défense de l'Europe et de l'Occident?

par le colonel Fernand Thiébaud Schneider

Un point de vue français

La défense de l'Europe libre incombe essentiellement à l'Alliance atlantique, rejointe éventuellement, en cas d'attaque généralisée, par des neutres du continent directement assaillis. Mais, d'après une opinion généralement admise, la guerre serait essentiellement de type classique, toute intervention nucléaire n'étant pas entièrement exclue. La défense bénéficierait de toutes ces armes modernes «anti», du fait desquelles la campagne du Kippour a connu les pertes suivantes en chars et en avions:

Israël	Egypte	Syrie	Irak
<i>Pertes en chars:</i>			
840 sur 1700	650 sur 2500	600 sur 1600	80 sur 400
<i>Pertes en avions:</i>			
120 sur 500	182 sur 600	165 sur 300	21 sur 60

Le potentiel agresseur en conclura sans doute que, face à une défense disposant de toutes ses armes, donc capable de lui infliger des pertes inadmissibles, son attaque risquerait l'échec: elle ne pourrait avoir des chances de succès qu'en bénéficiant d'une surprise totale.

Par contre, le commandement allié, pour donner à son front avancé toute la puissance nécessaire, s'efforcera de le doter de tous les moyens devenus indispensables. Mais il ne disposera plus de tous ces délais d'alerte qui, dans le passé, semblaient permettre aisément la mise sur pied de son dispositif défensif, l'appel des réservistes européens et l'acheminement des renforts venant des Etats-Unis.

Désormais, au contraire, il faudra avoir en ligne tout un arsenal «anti», bien réparti en largeur et en profondeur, avec la possibilité, en cas d'attaque, de coups de boutoir contre les assaillants, mais aussi de contre-attaques par formations blindées ou mécanisées. Par ailleurs, les flottes alliées auront la mission d'assurer la sécurité de toutes les voies maritimes indispensables tant aux relations euraméricaines qu'au ravitaillement, vital pour la survie économique des pays de l'Alliance, en pétrole et en matières premières.

Mais, compte tenu de ces exigences et de la situation mondiale du moment, quelle sera au juste la «philosophie» de la défense occidentale et quelles stratégies faudra-t-il appliquer sur le front d'Europe et,

éventuellement, sur des théâtres d'opérations extérieurs, même situés en dehors de la zone directement garantie par le traité d'Alliance?

Philosophie de la défense alliée

Deux personnalités américaines l'ont bien définie, le président Nixon et le commandant en chef allié en Europe, le général Rogers.

— **L'ancien président Nixon**, dans son ouvrage «La vraie guerre» (Editions Albin Michel, 1980), fait part, à l'Occident de l'Alliance, de son expérience et de ses réflexions. Il y présente d'abord le rapport des forces Est-Ouest à envisager, qui fait ressortir une réelle supériorité en faveur de celles du Pacte de Varsovie, face à une Amérique qui non seulement avait déjà perdu son ancien monopole nucléaire, mais, à l'époque, avait ajourné sa fabrication des engins MX, des sous-marins Trident et des avions B1. Ainsi, elle devenait peu à peu incapable d'affronter avec de réelles chances de succès une éventuelle attaque soviétique contre l'Europe alliée. Si bien que le président Nixon pouvait annoncer que, sauf changement de l'attitude américaine, l'URSS aurait pu, en 1985, conserver, après une première frappe infligée aux ICBM des Etats-Unis, une force nucléaire dix fois supérieure à celle des Etats-Unis...

Quant aux discussions SALT, elles avaient été, selon l'ancien président, mal engagées. Et l'Amérique était accusée d'avoir tout simplement «voulu réduire le danger de guerre ou la défaite sans guerre...» Les entretiens SALT devraient, dit l'ancien chef américain, être révisés et repris avec, au départ, une position américaine redevenue forte et la volonté ferme de maintenir une protection nucléaire efficace, non seulement au profit des alliés, mais aussi du Japon. La politique des Etats-Unis, pense leur ancien chef, ne peut avoir pour objectif qu'un réel équilibre des forces Est-Ouest, car «la croissance de celles de l'Est compromet la crédibilité de la garantie américaine», surtout après la mise en place des SS-20 et des Backfire, ces derniers pouvant atteindre l'Amérique après ravitaillement en vol.

Il faut, poursuit M. Nixon, rassurer les Alliés, portés à croire que les armes du théâtre d'Europe ne sont que des moyens de «limiter la garantie américaine». Il importait aussi de renforcer la dissuasion de tous les moyens classiques par la capacité de bloquer une offensive soviétique par une coordination générale des efforts alliés et dans laquelle les Etats-Unis ne devront être que le «meneur de jeu». En outre, dit M. Nixon, il convient de rallier l'Espagne à l'OTAN et d'aider la Turquie à moderniser ses forces. Il recommande aussi de bien considérer le problème du pétrole, donc d'assurer la sécurité des ravitaillements provenant du golfe Persique. Par

ailleurs, il estime nécessaire un accord américano-japonais car le Japon, avec son armée actuelle, est très vulnérable, face à une flotte soviétique omniprésente sur les mers, notamment à proximité du territoire japonais. Mais, poursuit l'ancien président, il faut être actif, donc empêcher que le Japon ne soit conduit à une «entente à tout prix», dans laquelle il échangerait de la technique moderne contre une promesse soviétique de non-agression...

Par ailleurs, M. Nixon prévoit une nécessaire collaboration euraméricaine pour la défense des intérêts communs notamment dans l'océan Indien, où son pays pourrait déployer une 5^e flotte. Mais la défense de la Corée amie lui apparaît comme indispensable pour la sécurité du Japon. Washington doit donc définir une nouvelle politique pour l'Asie orientale et s'assurer «une supériorité définitive sur toutes les voies maritimes».

Or, la flotte soviétique devient présente sur toutes les mers, avec l'espoir d'y éliminer la Navy américaine. «Tôt ou tard, dit l'amiral Gorchkov, les Etats-Unis devront comprendre qu'ils n'ont plus la maîtrise de la mer.» La doctrine Nixon invite donc les alliés des USA à développer des forces capables de résister aux nouvelles attaques, et de contribuer ainsi au rétablissement d'une parité Est-Ouest. Selon l'ancien président, les Alliés ont perdu confiance dans l'antérieure puissance-guide de l'OTAN. La France a même quitté cette dernière, tout en restant fidèle à l'Alliance, et elle a aussi construit une force de frappe nucléaire, avec laquelle il faudra bien compter. Mais M. Nixon rassure les Alliés en leur affirmant qu'aucun découplage n'existera entre la force nucléaire stratégique américaine et l'Europe. Il dément donc la rumeur selon laquelle les moyens eurostratégiques fournis au front européen ne seraient qu'un artifice destiné à dégager les armes centrales des Etats-Unis de toute obligation au service des alliés. Bien au contraire, pour le président Nixon, le salut résidera essentiellement dans une *Euramérique bicéphale et solide*, seule entité supérieure en tout à l'Union soviétique. Elle seule serait, en outre, l'interlocuteur valable de ce super-grand que sera la Chine de demain.

Ce sont là les conclusions que l'on peut tirer de l'ouvrage considéré, résultat d'une expérience exceptionnelle. Cet exposé définit bien le cadre, la philosophie de la défense indispensable de l'Occident de l'Alliance et, par voie de conséquence, de celle de l'ensemble du monde libre. Il est complété en quelque sorte par les avertissements du général Rogers, commandant suprême allié en Europe, qui, si souvent, rappelle aux Alliés les conditions techniques d'une défense occidentale valable.

— **Le général Rogers** a défini, une fois de plus, dans la «Revue de l'OTAN» de juin 1981, la menace soviétique et les mesures s'imposant à l'OTAN pour affronter efficacement les défis du moment.

Il cite certains rapports des forces défavorables à l'Ouest: 2,3 à 1 pour le nombre de divisions; 2,5 à 1 pour les chars; 3 à 1 pour les forces navales en Baltique. Il constate cependant une certaine supériorité des flottes alliées en Méditerranée, mais insuffisante pour permettre aux navires en cause d'assumer entièrement les missions leur incombant.

Le général souligne aussi les gains qualitatifs réalisés à l'Est, notamment: les SS-20; les avions d'attaque nouveaux, d'une autonomie triple de celle des appareils anciens; les hélicoptères les mieux armés du monde; le croiseur Kirkov, capable d'opérer à grande distance des bases soviétiques; le sous-marin ALFA, d'un pouvoir de plongée exceptionnel... D'où cette constatation: «L'Alliance est maintenant dépassée, ou le sera bientôt, dans toutes les catégories de forces...» Et, pourtant, l'URSS se heurte à bien des difficultés intérieures, surtout à celles d'une économie défailante. De ce fait, en cas d'échec de son idéologie, elle doit avoir recours à son atout majeur, sa force militaire, comme à Berlin-Est en 1953, en Hongrie en 1956 et en Tchécoslovaquie en 1968. Or, l'Occident doit réagir contre cette constante menace qui, en Afghanistan, dépasse actuellement la zone garantie par le Traité d'Alliance.

Certes, constate le général Rogers, des efforts heureux ont été faits à l'Ouest, notamment pour les budgets militaires, dont l'augmentation consentie de 3% devrait, selon lui, être portée à 4,5%. Car les quelques progrès de l'Ouest n'ont pas ralenti ceux de l'Est. Dans ces conditions, le principe de la riposte flexible exige de la part de l'Alliance un ensemble puissant de forces: nucléaires stratégiques au niveau supérieur, nucléaires tactiques à celui du théâtre européen, classiques aux échelons les plus bas. Les moyens stratégiques américains, ajoute le général, sont bien liés à la défense européenne, contrairement à certaines craintes exprimées parfois dans les milieux alliés. Car la volonté américaine maintient bien le lien entre ces armes et la sécurité de l'Europe. Sur ce point, le général Rogers est aussi rassurant pour les Alliés que M. Nixon.

Le commandant en chef allié souligne ensuite la nécessité de renforcer à tout prix la défense des flancs du dispositif allié, en particulier l'ensemble Grèce/Turquie/Italie. A vrai dire, il pourrait maintenant faire état du retour de la Grèce à l'OTAN et de l'aide consentie par les Etats-Unis à la Turquie pour la modernisation de ses forces. Mais les efforts des Alliés seront à accroître, compte tenu des recommandations que formulera le commandement pour l'amélioration, de 1983 à 1988, des troupes en ligne.

Puis le général Rogers évoque les conséquences de l'invasion de l'Afghanistan par l'armée soviétique. Il souligne aussi l'importance de la mise sur pied de la force de déploiement rapide américaine, prévue déjà par le président Carter, et que le président Reagan entend porter à 200000 hommes dans un premier temps. Mais il insiste sur le fait qu'éventuellement les moyens prélevés à cet effet sur des troupes initialement désignées pour le renfort du front d'Europe en cas d'alerte devront être remplacées par des réservistes alliés locaux. En outre, pour donner au front allié toute la vigueur désirable, le général recommande une augmentation des stocks de munitions et de matériel du front de contact.

En somme, conclut-il, l'Ouest aborde actuellement une «période décisive» qui exige une amélioration quantitative et qualitative de son potentiel de défense. Parallèlement, des pourparlers pour la réduction des armements pourront être engagés, mais avec la prévision de vérifications effectives dans les deux camps.

Récemment encore, les Alliés européens ont bien agi dans le sens souhaité par le général Rogers. Malheureusement, les gouvernements en cause n'ont pas toujours pu aller au terme de leurs engagements en raison des difficultés financières résultant de la crise actuelle, notamment l'Allemagne, la Grande-Bretagne — qui, pour réaliser cinq nouveaux sous-marins, a dû annuler plusieurs programmes d'armes classiques — et la Belgique. Quant à l'Amérique, elle souffre encore des compressions budgétaires subies trop longtemps. En somme, dans l'immédiat, l'Est conserve encore une réelle avance dans certains domaines. Fort heureusement pour l'Occident de l'Alliance, les faiblesses intérieures de l'URSS et de son Bloc empêchent les responsables soviétiques de tirer de leurs forces militaires tout le bénéfice escompté. C'est d'ailleurs l'opinion exprimée par M^{me} Carrère d'Encausse dans son récent ouvrage, «Le pouvoir confisqué» (Editions Flammarion, 1980).

— *Les faiblesses intérieures de l'URSS*, vues par M^{me} Carrère d'Encausse, expliquent bien la situation politique et sociale actuelle de l'Union soviétique, où le prétendu pouvoir du peuple n'est qu'un mythe. Car, sous Lénine, le Parti s'est substitué à ce prolétariat qui est censé diriger le pays. En fait, il y a un *exercice du pouvoir en circuit fermé* par le *Comité central* — quelques centaines de vieillards — le *Politburo* — encore 20 à 30 vieillards de près de 70 ans — et le *Secrétariat du Comité central* — une dizaine de vieillards — chargé théoriquement de l'expédition des affaires courantes, mais qui, en fait, dirige le pays.

A ces trois niveaux, le pouvoir est bien collectif. Le théorique chef Brejnev, le plus honoré de tous les Soviétiques, n'est, dit la *Pravda*, que «le

premier des pairs d'une direction collective, élue par les communistes». Tous ces dirigeants viennent du Parti, vivier politique fournissant au pays ses cadres censés sortir du peuple. Mais ses membres, 10 millions d'hommes ou femmes, soit 10% de la population active, ne comptaient officiellement en 1976 que 41,6% d'ouvriers, 13,9% de paysans et 44,4% d'employés, des hommes tel Brejnev y figurant comme «ouvriers» et 25% des membres étant diplômés de l'enseignement supérieur...

Au niveau régions, les secrétaires se situent immédiatement derrière les chefs centraux et assurent la relève politique. Ainsi, le secrétaire général Brejnev favorise la carrière d'une certaine «élite» du Parti, dans lequel des activistes, des cadres et 300000 conférenciers sont responsables de la formation de la masse des adhérents, les élections portant toujours sur des candidats désignés d'avance. La direction de l'URSS est donc le fait de «gestionnaires» placés sous le contrôle constant des instances supérieures du PCUS. D'où un fonctionnement du régime sans à-coups. Il y a aussi une interpénétration entre l'armée et le Parti, également entre ce dernier et le KGB, dont le chef a été admis au Politburo.

En somme, derrière la dictature collective suprême, une lourde bureaucratie, la Nomenklatura, garantit le fonctionnement du système et la société soviétique est surveillée de près, notamment par des Comités établis à tous les niveaux, même à ceux du quartier, de la rue, voire de l'immeuble.

Mais l'appareil administratif est loin du peuple. Seuls les fils de cadres sont facilement admis à l'université et les dirigeants de tous grades sont désignés arbitrairement. D'où cette opposition entre le régime et tous ces dissidents: intellectuels, croyants, nationalistes des diverses régions, ouvriers. Ces derniers commencent à s'organiser. Ceux d'entre eux qui ont acquis une certaine culture sont particulièrement aigris et revendicateurs, car ils ne trouvent souvent pas un emploi correspondant à leur savoir.

M^{me} Carrère d'Encausse termine son ouvrage par la question: «Le Soviétique est-il sujet ou citoyen?» Car non seulement les élections portent sur des candidats désignés d'avance, mais certaines fonctions comportent d'office la qualité de député, et ces notables comprennent 80% des membres du Soviet suprême. Il est donc normal que l'opposition s'accroisse de plus en plus entre le régime et les dissidents en nombre croissant, généralement bien informés par les radios étrangères.

Le Politburo, cette dictature collective qui domine l'URSS, incarne donc à la fois la force et la faiblesse du régime. Car ce que peut un homme seul, s'il est un véritable chef, un groupe d'hommes parviendra plus difficilement à le faire, du moins quand il s'agit de décisions majeures. Certes, en temps de paix, le pouvoir des élites soviétiques assure bien la vie quotidienne et

matérielle de la Nomenklatura, mais il ne satisfait ni les ouvriers ni les paysans ni les intellectuels non asservis au pouvoir. Les succès extérieurs soviétiques, par contre, sont bien ceux de l'armée. Mais quelle serait, en cas de conflit, la fiabilité des mobilisés? L'exemple du Storojévoï et plus récemment celui des divisions relevées d'urgence en Afghanistan sont significatifs à ce sujet. M^{me} Carrère d'Encausse peut donc terminer son ouvrage sur la question finale: «En cas de crise, qui aura raison de qui?»

En somme, la direction soviétique est actuellement, et plus que jamais, loin du peuple. Quant à l'outil de la puissance politique de l'URSS, son armée, il risque bien de perdre sa force, dès les premiers revers, en cas de conflit généralisé, si toutefois l'Occident s'affirme bien solide face au bloc dominé par Moscou. Mais par quelles stratégies l'Alliance du Pacte atlantique devra-t-elle agir sur le front de contact ou même, si nécessaire, en dehors de la zone directement garantie par le traité signé?

Les choix stratégiques de l'Alliance atlantique

Cette question est amplement traitée par de nombreux auteurs (nous en citerons quelques-uns) qui semblent exprimer des opinions partagées par bien des experts. Ainsi le *lieutenant-colonel Doly*, dans ses ouvrages «Stratégie France-Europe» (Editions Media, 1977), et «Euroshima. Construire l'Europe de la défense», écrit en collaboration avec *René Cagnat* et *Pascal Fontaine* (Media, 1979), a bien évoqué la défense à envisager. Ses études ont eu d'ailleurs le mérite d'avoir été conçues à une époque marquée encore par l'échec américain au Vietnam, par une déstabilisation du tiers monde et aussi par une certaine insouciance de l'Occident, victime trop longtemps d'un bien-être facile, face à une Union soviétique en surarmement constant.

Mais, finalement, les défis de l'URSS ont suscité une certaine prise de conscience des pays de l'Alliance atlantique, dont les chefs militaires et politiques européens semblent désormais acquis à certains principes que le lieutenant-colonel Doly énumère dans ses deux ouvrages:

1. *Une stratégie, pour être efficace, doit être totale.*
2. *Une stratégie totale doit être conçue au plus haut niveau, c'est-à-dire sur le plan politique. C'est là une affirmation moderne du principe de Clausewitz.*¹
3. *L'objectif de cette stratégie: la volonté adverse à abattre. Mao Zedong, de même, envisageait une «décision par lassitude».*

¹Cf. à ce sujet notre ouvrage «L'Armée face au pouvoir» (France-Empire, 1968).

4. *La stratégie indirecte*, impliquant la guerre limitée, révolutionnaire, subversive et des crises provoquées, *est celle du présent et du proche avenir.*
5. *Une stratégie d'action indirecte implique une stratégie de dissuasion, mais n'exclut pas un retour à la stratégie directe.*
6. *La guerre peut être gagnée en temps de paix*, la surprise pouvant être aussi bien diplomatique, scientifique, économique, politique, technique ou militaire.
7. *Toute stratégie uniquement défensive est une stratégie condamnée.*

En formulant ces sept «principes», l'auteur exprimait une opinion bien répandue. Mais il concluait que les pays qui, comme la France, ne disposent que de moyens de défense limités, ne sont pas à même d'assurer avec leurs seules ressources leur sécurité. D'où *une défense passant obligatoirement par l'Europe*. Or celle-ci souffre, dit-il, d'être, dans l'OTAN, sous les ordres d'un chef étranger au continent et dont le pays hésite d'ailleurs à fournir un nombre important de combattants pour le front européen.

En fait, l'Europe de l'Alliance constitue «un bloc objectivement solidaire», et le lieutenant-colonel Doly conclut à la nécessité d'un exécutif européen disposant:

- d'une *force de frappe*,
- d'une *force d'intervention*,
- d'un *corps de bataille*.

Pour s'affirmer définitivement, cette Europe groupée devra être marquée par une *défense commune, une solidarité atlantique et des institutions européennes*, estime l'auteur des études évoquées. En somme, c'est bien là une vue répondant à la généreuse proposition du président Kennedy, qui offrait à ses alliés une étroite association euraméricaine sur un parfait pied d'égalité. Malheureusement, à l'époque, l'Europe n'était pas encore prête pour un tel devenir...

Or, actuellement, l'idée d'une *Euramérique bicéphale et solide* trouve dans l'Europe alliée, et notamment en France, de nombreux partisans. Le président Reagan favorisera-t-il ce devenir, qui ne pourra être d'ailleurs que le fruit d'une longue évolution? A vrai dire, sur le plan économique et politique, l'Europe envisagée par Robert Schuman s'ébauche peu à peu et la prise de conscience qu'elle comporte doit donc faciliter l'association souhaitable dans le cadre de l'Alliance.

Certes, la CEE n'est pas tout à fait celle qu'imaginait son «père» français sous le signe d'une certaine supranationalité, qui ne devait nullement diminuer la souveraineté des pays associés puisque, d'après Robert Schuman, elle s'appuyait sur les «nations». Mais cette supranationalité est désormais quelque peu perdue de vue. Il serait faux d'invoquer à son sujet

des notions trop rigides, vraies dans un pays, non acceptées par les voisins. Ainsi, le fédéralisme allemand à deux étages (Nach unten Herr, nach oben Untertan) est impensable pour les Français. Tout aussi bien la souveraineté rigide des anciens légistes français («Est aut non est», d'après Bodin) est nettement dépassée sur le plan européen. Elle est même remise en cause dans le système décentralisé du nouveau gouvernement de Paris.

En fait, sur le plan politique et économique comme sur celui de la défense, il faut s'engager dans une voie nouvelle. Ainsi, dans le cadre de l'Alliance, il ne s'agit nullement d'un abandon de souveraineté, mais bien de la *création, au profit de la défense commune, d'un pouvoir géopolitique et géostratégique n'existant pas au simple niveau des Etats alliés d'Europe.*

En bref, c'est là un pouvoir nouveau à réaliser au niveau supérieur, afin de permettre aux alliés du continent, dans le cadre de l'Alliance, d'aborder sur un parfait pied d'égalité les Grands et futurs Grands du monde de demain.

Mais l'Europe de l'Alliance ne groupe pas tous les pays libres du continent. Certains de ces derniers, neutres et bien armés, possèdent la possibilité réelle d'une défense strictement nationale et se tiennent donc en dehors de l'effort commun des alliés atlantiques. Mais, en cas d'attaque généralisée, ils pourraient se trouver, par la force des circonstances, engagés dans la même défense commune, européenne et euraméricaine, notamment la Yougoslavie, la Suède et la Suisse. Sans prévoir avec précision leur éventuel comportement dans une telle situation, on peut émettre cependant quelques idées sur leurs possible intervention dans l'action générale de l'Alliance.

La contribution à la guerre de l'OTAN serait susceptible de se concrétiser, en cas d'attaque soviétique contre la *Yougoslavie*, par un immense soulèvement auquel participerait la majorité de la population. Quant à la *Suède*, très attachée à sa neutralité armée, elle contribuerait, si elle était directement agressée, largement à la défense des pays nordiques et ainsi, indirectement, à celle de l'OTAN. Sa doctrine prévoit, en effet, une large action extérieure par son aviation exemplaire qui, avec ses 430 avions, se classe parmi les meilleures, la marine intervenant sur la façade maritime, surtout sur un front de mer de 500 km, pour empêcher des débarquements, notamment en assurant un minage général jusqu'au sud du pays. L'armée de terre serait chargée de la défense des côtes et de l'intérieur.

Ainsi, la Suède apporterait un appoint sérieux à ses voisins amis du Nord, dont la Finlande qui, liée par son traité avec l'URSS, ne possède que des forces réduites, alors que la *Norvège* et le *Danemark*, membres de l'OTAN, verraient leurs efforts de défense prolongés par ceux de la Suède

opérant, en dernière instance, à travers le territoire national. Certes, les chefs politiques et militaires de ce dernier pays ne seraient pas capables, sauf intervention des forces alliées, d'empêcher à tout prix l'invasion soviétique. Mais celle-ci coûterait à l'URSS bien du temps et des pertes. Le front allié bénéficierait donc largement de la résistance suédoise, car la Suède passe pour une des premières puissances militaires d'Europe et elle est capable de mobiliser 800000 hommes en 72 heures.

Nous n'insisterons pas sur les atouts de la défense suisse, celle d'un pays neutre également bien armé. Certes, la *Suisse* peut être menacée du fait de sa position sur l'axe lac de Constance-lac Léman aboutissant sur la vallée française du Rhône, alors que les voies Nord-Sud partant du Saint-Bernard, du Simplon et du Saint-Gothard débouchent sur l'Italie industrielle du Nord. De toute manière, les responsables suisses ont bien prévu leur défense sur les trois zones envisagées: la périphérie (avec 11 brigades), le long de la frontière; le Plateau suisse (avec 3 corps d'armée de 3 divisions); le réduit alpin (avec le corps d'armée alpin de 3 divisions alpines). Ainsi, l'armée suisse remplirait sa mission générale: défendre jusqu'à l'extrême le territoire national, donc le Plateau, puis le réduit alpin, le terrain étant bien préparé à cet effet par d'excellentes fortifications et des organisations souterraines. La Suisse pourrait mobiliser en tout 625000 hommes et mettrait en œuvre une défense civile qui, avec celle de la Suède, tient la première place en Europe.

Mais comment se présente la défense militaire commune à envisager par l'Alliance atlantique sur le front de contact et, éventuellement, ailleurs? Et d'abord, quelle menace faut-il prévoir? Essentiellement celle des forces classiques, avons-nous déjà constaté, mais compte tenu du pouvoir dissuasif des potentiels nucléaires Est et Ouest, dont l'intervention massive risquerait d'aboutir à une apocalypse générale. Toutefois, un recours aux moyens atomiques dits tactiques est-il vraiment possible et recommandé dans certains cas?

En fait, les experts occidentaux considèrent de plus en plus une attaque atomique de première frappe comme improbable. Comme l'explique le directeur adjoint *Gregory Treverton*, de l'Institut d'Etudes stratégiques de Londres, dans «Nuclear Weapons in Europe» (N° 168 de la Collection Adelphi Papers, 1981), tout compte fait, le recours aux moyens nucléaires de grande portée devient de moins en moins crédible. Mais il est indispensable, dit-il, d'améliorer les forces classiques, afin de leur conférer un pouvoir de dissuasion très efficace. Cet auteur estime donc, lui aussi, qu'une doctrine basée essentiellement sur une intervention de l'arme majeure en Europe serait dépassée. Même l'idée d'une riposte à une attaque

de type conventionnel lui semble périmée. Il faut donc envisager une dissuasion générale basée surtout sur les forces classiques.

Mais, de nos constatations, on peut déduire cette vérité: si la doctrine nucléaire de l'OTAN apparaît comme crédible, le potentiel américain en moyens stratégiques jouera son rôle dissuasif, celui de créer la menace certaine d'une escalade nucléaire jusqu'au niveau stratégique, c'est-à-dire au risque de la destruction réciproque, que tout le monde aura intérêt à éliminer.

Compte tenu de ces faits, quelle pourra être, en définitive, la défense de l'Occident de l'Alliance? Elle devra *être avant tout très active*, comportant non seulement l'arrêt de l'attaque subie, mais aussi des *réactions brutales et dynamiques*, notamment sous forme de *coups de boutoir exécutés avec des forces hélicoptères*, ainsi que des *contre-attaques puissantes avec des unités blindées et mécanisées* comportant, si possible, une immédiate exploitation du succès local.

En somme, suivant les déclarations du président Giscard d'Estaing — dont le rôle en 1976 a été si important dans la définition des moyens et des méthodes des forces françaises rénovées — les rouages de l'Alliance doivent être organisés «en vue de la bataille». Il ne s'agit donc plus d'accepter cette «non-bataille» dont ont parlé certains auteurs, selon qui la menace nucléaire aurait éliminé le vrai combat de la guerre moderne. Or, il serait faux de croire que la terrible arme majeure a marqué la fin des grands conflits. En fait, les deux camps la possèdent. Seraient-ils assez dépourvus de raison pour envisager normalement le recours aux moyens nucléaires massifs, c'est-à-dire ce double suicide que tout le monde doit redouter?

Or, avons-nous constaté, les experts, à l'Est comme à l'Ouest, excluent le recours à l'arme nucléaire, sauf, en cas de situation extrême, l'emploi, comme *ultima ratio*, de l'engin tactique, avant peut-être la souhaitable négociation entre adversaires. Mais il y a loin de ce cas exceptionnel à un recours normal aux moyens atomiques. Dans ces conditions, notre étude s'appliquera essentiellement à la guerre classique à envisager sur le front d'Europe et ailleurs. Et nous citerons d'abord quelques doctrines d'emploi, compte tenu des idées actuellement appliquées dans l'Alliance, notamment dans l'armée française, suivant le programme fixé en 1976, toujours valable, et qui prévoit:

1. une certaine *abolition de la distinction entre forces de corps de bataille et forces de défense du territoire*,
2. un *accroissement des armes anti*,
3. L'*adoption de formations légères*, intermédiaires entre les brigades et les divisions antérieures.

Pour aborder ces études, nous citerons d'abord l'opinion de cet ancien Autrichien devenu officier tchèque, avant de rejoindre en pleine guerre l'état-major du général de Gaulle à Londres, le lieutenant-colonel Miksche.

— *L'opinion du lieutenant-colonel Miksche.* Il l'a exprimée dans ses deux ouvrages récents, «Vom Kriegsbild» (Seewald, 1979), et «Bis 2000» (Seewald, 1980). Pour lui, «la guerre nucléaire n'aura pas lieu». Peu importe, pense-t-il, de pouvoir menacer l'ennemi d'une ou mille morts: il suffit de le dissuader, une fois pour toutes, par l'acquisition de l'arme majeure. Mais la défense ne doit pas être basée essentiellement sur l'emploi de ces forces nucléaires stratégiques. Miksche met en doute l'efficacité des accords SALT, du moment qu'on peut «détruire l'adversaire plusieurs fois»...

Mais il critique la défense nucléaire tactique en tant que remède à l'absence de moyens classiques suffisants. Au contraire, dit-il, il faut développer les forces conventionnelles, car, pour l'arme nucléaire, «qui tire le premier meurt en second». Pour lui, les moyens atomiques sont comparables aux armes chimiques et aux gaz, préparés en grandes quantités, surtout en Allemagne, et qu'il a fallu détruire après 1945.

Mais le prochain conflit est à envisager sous forme d'une attaque sur le front de contact ou sous celle résultant d'un encerclement passant par l'Orient du pétrole et l'Afrique des matières premières indispensables aux pays alliés. La défense occidentale pourra donc revêtir les aspects suivants:

1. *une organisation euraméricaine entre l'Amérique et une Europe plus ou moins intégrée, capable d'intervenir politiquement entre les deux Grands,*
2. *une action bien euraméricaine sur tous les plans,*
3. *l'abandon total d'une doctrine basée essentiellement sur une dissuasion passive,*
4. *par contre, l'adoption d'une politique active — en position militaire forte — agissant même en dehors de la zone garantie par l'OTAN.*

En somme, Miksche prend à son compte, sur le dernier point, la doctrine actuellement préconisée par l'Amérique du président Reagan qui, même en dehors de la défense du front d'Europe, prévoit une assez importante force de déploiement rapide, en particulier pour une intervention dans le golfe Persique. En outre, les mesures d'acheminement des renforts de l'OTAN venant des Etats-Unis vont dans le sens préconisé par Miksche.

Quant à la défense de l'Europe, cet auteur l'envisage sous la forme suivante:

- *Une résistance active, avec des divisions légères (Schützendivisionen).*
Largement dotées en armes légères et maniables, surtout pour la lutte

antichar et antiaérienne, elles comporteraient des effectifs de 7500 à 8000 hommes, dont 2000 affectés au service des antichars. Chaque division tiendrait une zone de 5 × 5 km, trois d'entre elles constituant un corps d'armée assumant le service logistique.

- *Un dispositif facilitant cette défense active.* Il comporterait des points d'appui et des champs de mines, entre lesquels jouerait l'action dynamique nécessaire.
- *Les missions ci-après pour les divisions en cause, après l'arrivée des réservistes locaux complétant les noyaux actifs en cas d'alerte: tenir le terrain et faciliter l'intervention d'unités mécanisées* par les actions suivantes:
 1. *canalisation des attaques ennemies,*
 2. *protection des flancs des interventions amies,*
 3. *nettoyage du terrain repris,*
 4. *empêchement de toute infiltration ennemie.*

Pour l'organisation du terrain et la préparation de la défense, l'auteur prévoit des postes de tir, des dépôts souterrains, des obstacles de toutes catégories, combinés avec des emplacements d'armes en échiquier, afin de réaliser une efficacité antichar totale. Il signale une coordination étroite entre l'action des blindés et celle des postes de tir, mentionnant notamment la «véritable projection de champs de mines» qui s'abattra sur les blindés adverses, d'ailleurs accueillis par des «meutes» de chars amis, dont seraient justiciables les blindés ennemis ayant réussi à se frayer un chemin entre les mines et les feux antichars.

Ce que veut Miksche, c'est donc une défense dynamique, avec des retours offensifs, de rapides changements de position au niveau tactique, bref, un perpétuel louvoiement.

Pour lui, la lutte antichar — avec l'arme individuelle, le canon, la roquette et la mine implantée ou lancée — aurait des résultats exceptionnels. Ainsi, 350 roquettes avec 2100 mines lanceraient une pluie de mines, en deux minutes, sur 4,2 km², avec la possibilité de détruire le tiers des chars d'un régiment, où l'engin semble se substituer à l'artillerie tractée.

Ces idées sont largement partagées par un autre auteur, également ancien officier devenu écrivain militaire, l'Américain Steven Canby.

— *L'opinion de M. Steven Canby.* Elle a été exprimée dans «The Alliance and Europe. Part IV, Military Doctrine and Technology» (Adelphi Papers N° 109), dès 1974. Cet auteur s'affirme, lui aussi, partisan d'une défense en échiquier. Il prévoit donc une action menée, d'une part, par des divisions directement chargées de celle-ci, donc richement dotées en armes

anti, alors qu'interviennent d'autres formations, des unités amplement pourvues de chars, mais précédées d'engins légers munis de PGM, d'armes guidées de précision.

En somme, de même que les experts soviétiques, il considère comme normalement impossible l'attaque directe par blindés, face aux nouveaux moyens de la défense. Il y a donc une certaine analogie entre le concept soviétique de la «manœuvre-raïd» et cette poussée en avant d'engins armés en PGM, pour faciliter l'intervention des unités de chars. Comme Miksche, et d'ailleurs avant lui, Canby recommandait, sur le front atlantique, «une défense avec moins d'homme», plus exactement un plus grand nombre de divisions avec le même effectif total, des économies de personnel étant obtenues par une certaine concentration des moyens logistiques aux niveaux supérieurs.

Par ailleurs, prévoyant une possible attaque soviétique amorcée uniquement par les divisions en ligne, l'auteur américain recommande des mesures facilitant l'entrée en action des forces venant d'Amérique pour renforcer le dispositif du front de contact, et il pense que l'OTAN pourrait disposer, après mobilisation, d'un total de 80 divisions, dont:

- 15 divisions implantées près de la frontière, avec mission d'assurer la défense avancée,
- 5 divisions légères chargées d'une action antichar,
- 60 divisions en réserve.

Compte tenu de ce dispositif serait obtenue une défense assurée par de petites unités en fonction du terrain et de la probable attaque locale, l'ennemi ne pouvant agir sur tout le front et envisageant seulement quelques percées sur ce dernier. C'est contre ces menaces que sera prévue une défense en échiquier. Celle-ci comportera des points forts, capables d'arrêter l'attaque pendant un certain temps. L'action sera menée alors par les forces implantées, d'une part, et des forces mobiles, de l'autre. En somme, il y a une certaine concordance entre les idées de l'expert Miksche et celles de son confrère américain, qui résume sa doctrine en quelques affirmations significatives:

1. *En modifiant ses concepts et ses organisations, l'OTAN obtiendra les moyens d'une défense dynamique et l'équilibre des forces classiques Est-Ouest.*
2. *En recourant davantage à des technologies devenues d'un prix abordable, l'OTAN sera à même de concrétiser une défense de l'avant solide et de réaliser une supériorité à la fois conventionnelle et nucléaire.*
3. *L'OTAN pourra même, en recourant à la technologie actuelle et future,*

réaliser une supériorité défensive. L'auteur va même jusqu'à parler d'économies, par exemple pour l'artillerie.

Les opinions émises par les deux auteurs cités sont de plus en plus admises dans les milieux occidentaux et ont été concrétisées par une meilleure organisation de la défense commune, comme en témoignent les récentes réformes des pays du Pacte.

— *Réformes américaines, françaises et ouest-allemandes.* Aux Etats-Unis, dès 1976, le ministre de la Défense avait sollicité des crédits accrus pour réaliser la triade nécessaire (forces nucléaires stratégiques — forces nucléaires du théâtre — forces classiques). Son rapport prévoyait:

1. *une stratégie de l'avant* par des troupes disposant de moyens ultramodernes permettant une résistance sans recul,
2. *un renforcement des forces terrestres*, avec 16 divisions d'active et des forces aériennes tactiques,
3. *un accroissement et une modernisation des forces navales*, avec une priorité pour les unités de combat de surface et les sous-marins d'attaque,
4. *une réorganisation et un accroissement des transports aériens et navals*, pour un renforcement rapide du front en cas d'alerte.

Mais les grandes réformes ont été amorcées par le président Reagan qui, face aux défis de l'URSS, veut procéder à un véritable surarmement. Il est question d'accroître les forces terrestres de 200000 hommes et de 2 divisions, de doter la Navy d'un total de 600 bâtiments, de prévoir plus de 6000 missiles de croisière en plus des 2500 armes à neutrons annoncées. Ces dernières, à stocker en Amérique, seront implantées cependant en Europe si les pays alliés en cause le désirent. Mais le président Reagan a déjà ordonné la construction de 100 engins nucléaires MX, à placer dans les silos renforcés ou à transporter par avion. Il a déclaré aux Soviétiques: «Nous sommes engagés dans une course que vous ne pourrez gagner.»

Les forces françaises et allemandes ont adopté essentiellement des divisions nouvelles, plus légères et mieux adaptées aux conditions de guerre évoquées.

— *En France ont été mises sur pied 15 divisions d'active:*

- 8 divisions blindées avec 2 régiments de chars, 2 régiments mécanisés, 1 régiment d'artillerie, 1 régiment du génie, 1 compagnie antichar, 1 escadron d'éclairage, 1 régiment de commandement et de soutien (7000 hommes, 520 blindés),
- 4 divisions d'infanterie avec 3 régiments d'infanterie, 1 régiment blindé, 1 régiment d'artillerie, 1 compagnie du génie, 1 régiment de commandement et de soutien (6900 hommes, 450 blindés à roues),

- 1 *division d'infanterie de marine*,
- 1 *division alpine (10 000 hommes)*,
- 1 *division parachutiste (15000 hommes)*.

Ces forces seraient complétées, en cas d'alerte, par 14 *divisions d'infanterie de réserve*, formées avec du personnel des écoles et des réservistes. Ainsi la France disposerait immédiatement de 29 divisions, généralement légères, mais pourvues d'un matériel très moderne, notamment en armes anti.

— *En R.F.A.* également, une réforme réalisée par M. Apel, ministre de la Défense, a créé une nouvelle structure de l'armée de campagne et de l'armée territoriale, par modification d'un projet antérieur. La Bundeswehr a été portée de 108 à 144 bataillons et de 33 à 36 brigades, après de nombreuses expériences sur le combat intégré. Elle a finalement adopté des armes diverses, des roquettes à guidage automatique, des systèmes de barrage, notamment par mines qui, lancées par l'artillerie ou l'avion Tornado, passent pour pouvoir arrêter les blindés pendant des heures, voire des journées entières...

L'organisation définitive a été achevée en 1980, d'ailleurs en sens inverse de celle des Soviétiques, qui a choisi des divisions plus lourdes. L'armée territoriale allemande sera mise sur pied comme force complémentaire des unités sous commandement de l'OTAN.

En somme, la Bundeswehr s'est adaptée à la menace du moment. Mais on peut admettre que ses brigades, très légères et très modernes, dotées d'un armement exceptionnel, sont plus rapides que les GU soviétiques, robustes mais lourdes et volumineuses. Elles pourront donc avoir le dessus dans l'affrontement initial avec leurs potentiels adversaires, d'un maniement plus difficile. Mais ne seront-elles pas, comme le soutient le colonel Miksche, à bout de souffle après ces premiers combats? Victorieuses de ces affrontements du début du conflit, ne risqueraient-elles pas d'être rapidement usées? D'autant plus que la Bundeswehr manque d'infanterie, face aux Soviétiques possédant un plus grand nombre de divisions d'infanterie (à peu près deux pour une blindée). Miksche voit une seule mesure de salut: la mise sur pied de divisions de réserve immédiatement disponibles.

En fait, les nouvelles divisions françaises pourraient éventuellement être utilisées comme réserve stratégique du front d'alliance et relever les brigades 80 allemandes devant être retirées, leur mission initiale accomplie. Il est à remarquer que la situation serait différente sur le front tenu par les divisions américaines, assez lourdes, mais dotées d'un matériel ultramoderne et pour

lesquelles se pose le problème de l'acheminement accéléré des unités venant d'Amérique et dont certaines ont leur matériel déjà stocké sur le front d'Europe.

En somme, le combat classique est actuellement bien envisagé sur ce dernier front, où les puissances alliées s'efforcent de surmonter les supériorités acquises par l'Est au cours d'un long surarmement. L'Amérique, de même que la France et la Grande-Bretagne, améliorent aussi leurs moyens nucléaires. Mais comment ceux-ci, en dehors de leur rôle normal dissuasif, pourraient-ils intervenir éventuellement dans un conflit Est-Ouest?

Quelle guerre nucléaire?

Nous sommes loin du temps où le monopole atomique américain était une garantie totale pour les alliés européens. Mais, depuis l'acquisition de l'arme majeure par l'URSS, ceux-ci ont pu se poser la question de savoir si, désormais, les Etats-Unis allaient risquer la sécurité de leurs villes pour sauver celles de leurs alliés. Et puis, une invasion totale ne pouvait-elle pas aboutir à une occupation de l'Europe entière avant l'intervention des engins nucléaires américains? C'était là l'une des raisons du dégageant du général de Gaulle. Car, disait à l'époque un général allemand: «L'Europe veut être protégée et non seulement libérée par les Américains.»

Depuis, la France a créé son propre arsenal atomique et les deux Grands, malgré les SALT, poursuivent leur course aux armements. Mais les doctrines ont évolué à l'Est comme à l'Ouest, nous l'avons constaté dans nos développements. Car la guerre future n'apparaît plus comme forcément nucléaire. Toutefois, ainsi que l'affirmait déjà l'ancien ministre de la Défense américain Schlesinger, l'Amérique envisage la riposte atomique tactique au cas où un désastre imminent serait empêché par l'arme majeure sur le théâtre d'Europe. Il entrevoyait déjà «des actions nucléaires sélectives efficaces contre des forces militaires du Pacte de Varsovie, avec des effets limités sur la région environnante».

Actuellement encore, tout en considérant comme non probable l'intervention nucléaire, les responsables américains recommandent une amélioration de leur appareil national atomique et conventionnel. Mais un élément nouveau intervient ici: le PGM, cette arme guidée de précision, susceptible de remplir éventuellement certaines missions, antérieurement du ressort des engins nucléaires. Par exemple, le remplacement par lui du Pluton français. Mais quel serait l'effet de ces engins nouveaux sur le seuil nucléaire?

Par contre, la distinction entre armes atomiques tactiques et stratégiques

semble fondamentale, les unes étant destinées à la défense du front atlantique, les autres, les stratégiques, pouvant porter la désolation à grande distance, dans le territoire soviétique... D'où peut-être une sorte de convention tacite pour la sauvegarde des pays des deux Grands, abstraction faite des moyens français et britanniques. Mais cette perspective ne rassure absolument pas l'Europe de l'Alliance, la R.F.A. surtout, compte tenu du total de plus 10000 engins nucléaires orientaux et occidentaux implantés à proximité du front de contact. Il serait donc bon que les alliés aient leur mot à dire pour le recours possible aux 6000 têtes nucléaires américaines, face à celles de l'Est.

A vrai dire, les moyens français constituent déjà une menace sérieuse pour l'adversaire. Mais combien de Mirage reviendraient de leurs éventuels objectifs stratégiques? Les sous-marins français et les missiles du Plateau d'Albion sont des atouts remarquables pour la sécurité européenne. Toutefois, les flottes française et alliées devront porter toute leur attention à l'observation des sous-marins soviétiques croisant le long des côtes d'Europe, donc capables de s'attaquer notamment aux sous-marins français sortant de leurs bases.

On parle aussi parfois de la guerre biologique et chimique. Et précisément l'URSS est accusée actuellement, par les Etats-Unis, d'avoir employé, ou fait employer par ses alliés, en Orient ou en Extrême-Orient, des substances de cette catégorie. Des échantillons de celles-ci ont d'ailleurs été remis par le gouvernement de Washington à l'ONU. A vrai dire, d'après l'Institut d'Etudes stratégiques de Londres, l'URSS disposerait de 350000 tonnes d'armes chimiques, alors que le stock américain ne comporterait que 42000 tonnes. Il est à signaler que la Convention de Genève admet le stockage de tels moyens, mais en interdit l'emploi, sauf à titre de riposte contre un adversaire en ayant fait usage. Aussi, pendant l'exercice «Certain encounter» des récentes manœuvres d'automne de l'OTAN, les troupes américaines de la 8^e division ont-elles subi le simulacre d'un bombardement chimique par les troupes adverses. Car il s'agissait d'entraîner les forces alliées à évoluer en milieu contaminé et à décontaminer le paysage et le matériel. Les hommes doivent alors être munis de leur équipement spécial.

*

* * *

Que conclure de notre étude sur les menaces pesant sur l'Occident de la défense? D'abord une constatation satisfaisante: un blitzkrieg soviétique est

devenu pratiquement impossible sur le front d'Europe. En effet, les moyens d'observation sur la ligne de contact et ailleurs, prolongés notamment par les AWACS et les satellites alliés, décèleraient immédiatement les préparatifs d'une agression massive.

Dans ces conditions, l'opération serait donc menée par les divisions en ligne, chargées de l'attaque initiale, prolongée ensuite par les unités de deuxième échelon, acheminées au dernier moment, après le déclenchement de l'agression.

Ainsi, les forces de l'OTAN devront être constamment prêtes à assurer la sécurité du front et à assumer sans préavis une défense de l'avant sans esprit de recul. Elles auront les moyens supérieurs d'une résistance moderne, grâce aux crédits militaires accrus de 3% à la demande des Etats-Unis, qui eux-mêmes ont prévu, sous le président Reagan, un budget de la défense exceptionnel, dans lequel les seules forces nucléaires stratégiques sont bénéficiaires d'une somme de 200 milliards de dollars (plus de 1000 milliards de francs français) en cinq ans.

Mais la compétition Est-Ouest s'engage largement sur le front naval, où l'omniprésence de la flotte rouge menaçait les voies maritimes vitales pour les pays de l'Alliance, notamment sur l'océan Atlantique, essentiel pour les relations euraméricaines, sur la Méditerranée et l'océan Indien, indispensables au ravitaillement de l'Ouest en pétrole et en matières premières. Le président Reagan vient d'ébaucher un gigantesque surarmement de la Navy américaine, la France et la Grande-Bretagne améliorant leurs marines nationales.

Par ailleurs, l'Alliance doit prévoir aussi une réforme de ses structures suprêmes, afin d'instaurer une vaste politique commune, car l'OTAN est née à une époque où les alliés venaient de sortir affaiblis du dernier conflit mondial. Aussi, la puissante Amérique, grand vainqueur d'alors, s'imposait-elle par la force des choses comme la nation-guide de l'Alliance, fournissant même le commandant allié en Europe. D'ailleurs, son monopole nucléaire lui permettait d'assurer sans risque la sécurité du front commun.

Or, les conditions de base de l'OTAN d'alors sont désormais complètement dépassées. Les pays européens, retrouvant une partie de leurs prérogatives d'antan, réclament une plus grande participation à la défense commune, d'autant plus que n'existe plus le monopole nucléaire américain. Il y a des années déjà, la France, faute d'une entente parfaite avec Washington, a quitté l'OTAN, restant fidèle à l'Alliance, mais réservant la décision de son intégration dans la défense en cas d'alerte.

Par ailleurs, le monde semble évoluer vers une forme multipolaire. Déjà M. Kissinger, alors l'un de grands responsables de la politique américaine,

prévoyait, sur le plan mondial, une «Pentarchie» groupant, outre les deux Grands, la Chine, le Japon et une certaine Europe, précisément celle qui naît actuellement dans les douleurs de l'enfantement. Il faut envisager aussi, dans l'univers de demain, des super-grands, telle la Chine, dont même l'Amérique ne serait peut-être pas l'interlocuteur valable. Dans ces circonstances, une Euramérique bicéphale et solide pourra seule incarner efficacement l'Occident puissant souhaitable. Elle seule sera capable d'assurer sa défense sur le front de contact et, éventuellement, à l'extérieur de ce dernier, notamment dans le Moyen-Orient. A vrai dire, déjà le président Reagan a prévu cette éventualité en mettant sur pied sa «Force d'intervention rapide». Mais, dans l'action navale qu'il envisage, la coopération des marines française et britannique semble nécessaire. En outre s'impose l'obligation pour les pays alliés d'Europe de remplacer sur le front commun de contact, en cas d'alerte, par des réservistes locaux les unités américaines destinées au renforcement du dispositif allié, si elles étaient affectées à un théâtre extérieur oriental.

Tous ces faits justifient amplement cette association sur un parfait pied d'égalité que proposait déjà le président Kennedy, ce précurseur, avec ses vues d'avenir. C'est donc bien cette *Euramérique bicéphale et solide*, réalisation de son rêve prévoyant, qui devra constituer demain, sur le plan Est-Ouest, et sur celui de l'univers futur, la grande entreprise de défense d'un Occident vraiment bien uni...

F.-Th. S.